

Afrique : le bout du tunnel est-il en vue ?

HERMAN J. COHEN*

Tout le monde désire le succès de l'Afrique.

Les pays africains n'ont, au sens large, aucun adversaire stratégique pas plus que la plus grande partie du territoire africain n'est menacée par les ambitions hégémoniques des grandes puissances, à l'exception de la Corne orientale qui est géographiquement proche des états pétroliers du Moyen Orient. La plupart des autres pays du monde se réjouiraient d'une participation des états africains comme partenaires à part entière dans l'économie mondiale. Les principales puissances industrielles seraient heureuses de voir l'Afrique mettre fin à sa dépendance vis-à-vis aussi bien de l'aide au développement économique qu'à l'assistance humanitaire. Aucune d'elles ne recherche des sphères d'influence en Afrique.

Vues à l'horizon 2020, les perspectives restent médiocres, dans le meilleur des cas, pour la majorité des états africains en l'absence de réformes majeures de leurs politiques à tous les niveaux. Pratiquement rien n'indique aujourd'hui (2010) que les réformes nécessaires aient de fortes chances d'être mises en œuvre, à quelques exceptions près. La principale raison de ces prédictions décourageantes est le fait que les grands pays africains riches en ressources naturelles n'ont fait preuve d'absolument aucune volonté politique de prendre les mesures nécessaires pour arriver à une croissance économique vigoureuse et durable. Ces

pays sont au contraire totalement prisonniers du *statu quo* et des intérêts particuliers qui veulent les maintenir exactement où ils sont. Ces pays, qui devraient normalement être les locomotives de la croissance pour toute l'Afrique sub-saharienne, sont le Nigeria, la République démocratique du Congo, le Soudan et l'Angola. On doit ajouter à cette liste regrettable deux états africains plus petits, le Zimbabwe et la Côte d'Ivoire, qui promettaient beaucoup jusqu'au début du siècle mais succombèrent à la guerre civile qui leur a coûté à tous les deux plusieurs décennies, sans redressement en vue pour le moment.¹

La seule lueur d'espoir parmi les plus grands états africains est représentée par la République sud-africaine. La majorité noire n'ayant acquis le pouvoir qu'en 1994, l'Afrique du Sud a pu éviter la plupart des erreurs commises par les pays devenus indépendants entre 1957 et 1974. Elle est une vraie démocratie qui a encore quelques progrès à faire avant d'être consolidée mais qui semble irréversible.² Elle a également su préserver une économie de marché, la règle de droit et une vigoureuse capacité de commerce international. L'avenir politique incertain de l'Afrique du Sud et l'absence d'une opposition viable aux détenteurs du pouvoir ont conduit néanmoins les investisseurs potentiels à hésiter. L'Afrique du Sud a en outre l'un des taux de délinquance les plus élevés du monde, ce qui a tendance à décourager les investisseurs. Le

*Herman J. Cohen est un diplomate américain en retraite. Le dernier poste qu'il occupa avant de prendre sa retraite fut celui de secrétaire d'État adjoint chargé des affaires africaines dans le gouvernement de George H.W. Bush, de 1989 à 1993. De 1993 à 1998, il fut conseiller principal de la Coalition mondiale pour l'Afrique, un forum intergouvernemental de dialogue sur la réforme économique entre les gouvernements africains et ceux des pays donateurs. Il est actuellement maître de conférences à l'école d'Études internationales supérieures de l'université Johns Hopkins et associé du cabinet Cohen & Woods International, où il conseille des entreprises américaines opérant en Afrique.

marché naturel de l'Afrique du Sud est en fin de compte le reste de l'Afrique et l'absence de pouvoir d'achat au nord continue de ralentir la croissance de l'Afrique du Sud elle-même.

Les causes premières de la stagnation

Pourquoi l'Afrique est-elle en retard sur le reste du monde en voie de développement ? Il y a à cela des raisons historiques qui apportent une certaine perspective et qui continuent de freiner le progrès soixante ans plus tard. Le fait que le Nigeria, le Ghana, le Kenya, la Côte d'Ivoire et la Guinée avaient chacun un produit national brut (PNB) par habitant supérieur en 1950 à celui de la Corée du Sud, de la Malaisie et de l'Indonésie donne à réfléchir. Que s'est-il passé ?³

La première génération de dirigeants africains, ceux qui avaient été à la tête du mouvement anti-colonial, prit en matière d'institutions et de politique économique certaines décisions importantes qui se révélèrent grandement dommageables pour les pays en question et continuent à ce jour de les hanter.⁴ Pratiquement tous les dirigeants africains rejetèrent le modèle occidental de démocratie dont ils héritèrent des puissances coloniales européennes. Ils décidèrent que la démocratie multipartite était incompatible avec les normes culturelles africaines. Cette démocratie, telle que la pratiquent l'Europe et les États-Unis, implique des débats contradictoires. En Afrique, la tradition exige que les questions politiques soient résolues via la lente réalisation d'un consensus d'où émergent des solutions.

Le régime politique préféré était appelé l'« état africain à parti unique ». Tous les citoyens devenaient membres du parti à leur naissance. La société civile, le pouvoir compensateur particulièrement important qui constitue la clé de voûte de la démocratie, fut incorporée par cooptation à la structure du parti unique. Dans la mesure où aucune opposition politique n'est tolérée, tous les moyens d'information doivent être la propriété de l'état-parti. La structure du parti

devint une énorme bureaucratie qui constituait un état dans l'état. Aucune opposition n'étant tolérée, le parti politique unique devint la voie la plus importante menant à la célébrité et à la fortune. Sans élections multipartites, le parti unique ne pouvait être défait. Les carrières au sein du parti unique offraient par conséquent aussi bien la sécurité que le pouvoir.

Il va sans dire que l'état africain à parti unique ne pouvait aux niveaux national, provincial et municipal reproduire les exercices traditionnels de réalisation de consensus menés par les chefs de village. Avec autant de groupes ethniques différents et leurs langues différentes, et avec autant d'intérêts concurrents basés sur la géographie et les ressources économiques, le gouvernement par consensus n'avait aucun sens. Une opposition politique devait fatalement se dresser. Des conflits réels devaient être résolus sans violence. Aucune opposition n'étant tolérée dans le cadre du système de consensus à parti unique, les personnes qui exprimaient un mécontentement à l'égard du parti au pouvoir devaient être incarcérées. C'est ainsi que les prisonniers politiques devinrent une réalité de la vie. L'opposition politique devait en outre être étouffée dans l'œuf. C'est ainsi que la police secrète devint un secteur en plein essor. Les gens avaient peur d'avoir des conversations dans les lieux publics par crainte d'être entendus. Pour connaître la vérité sur leur propre pays, les citoyens devaient écouter les émissions sur ondes courtes de la BBC, de la Voix de l'Amérique ou de Radio France.

N'ayant pas à craindre de perdre des élections et exerçant un contrôle total des administrations, les partis uniques étaient condamnés à s'enfoncer dans la corruption et les méfaits. Pour paraphraser Lord Acton, le pouvoir absolu conduit toujours à des abus. Les entorses graves à la règle de droit tendaient en outre à être monnaie courante, rendant ainsi ces sociétés peu attirantes pour les investisseurs, aussi bien locaux qu'étrangers.⁵

Le socialisme à visage africain

Les décisions initiales prises dans le domaine économique compromirent les perspectives de prospérité future tout autant que celles prises dans le domaine politique. Fortement influencée par ses meilleurs amis britanniques et français, dont la majorité étaient animés par l'idéologie socialiste, la première génération de dirigeants africains ayant suivi l'indépendance opta pour un « socialisme africain », la contrepartie économique de l'« état africain à parti unique ». Cela se traduisit par la « domination de l'économie » par l'état. Dans les cinq premières années ayant suivi l'indépendance, la plupart des grandes plantations, banques, compagnies d'assurances, sociétés de télécommunications, entreprises agro-alimentaires, mines et usines furent nationalisées avec indemnisation des propriétaires, étrangers pour la plupart.

Les entreprises nationalisées ne sont pas nécessairement condamnées à l'avance à l'échec. En Afrique, un certain nombre de ces entreprises se sont révélées rentables et se sont développées. Ethiopian Airways et la SNIM, qui exploite le minerai de fer de Mauritanie, sont de bons exemples des quelques entreprises nationalisées africaines dont la gestion dégage un profit. Malheureusement, la grande majorité des entreprises nationalisées africaines n'ont pas été gérées dans une optique de rentabilité et de croissance prioritaires. Ces entreprises ont au contraire servi à créer des emplois pour les partisans du parti au pouvoir et de leur famille, dont beaucoup étaient originaires de zones rurales où les emplois salariés sont rares.

L'hypertrophie croissante de ces entreprises transforma la rentabilité en déficits. Le gouvernement fut obligé de subventionner les entreprises pour les maintenir à flot. Alors que des fonds croissants étaient consacrés à des subventions aux entreprises, il en restait de moins en moins pour financer les services publics vitaux traditionnels tels que l'enseignement, la santé publique et l'entretien des infrastructures. Les emprunts des gouvernements auprès des banques centrales évincèrent les demandeurs privés de crédits ban-

caires. Tous ces développements rendirent pratiquement impossible l'obtention d'un financement pour le secteur privé autochtone. Le résultat net fut un cercle vicieux économique caractérisé par des subventions aux entreprises nationalisées affectant négativement les services publics, une situation à la suite de laquelle il fut plus difficile pour les sociétés privées existantes de continuer à fonctionner. Un désinvestissement croissant entraîna une contraction correspondante des rentrées fiscales de toute nature, et ainsi de suite.

Dans la plupart des pays africains, les cercles vicieux économiques furent masqués entre 1957 et 1975, une période pendant laquelle l'économie mondiale connut un boom des produits de base. Les nombreux produits tropicaux et minerais exportés sur les marchés internationaux par les pays africains profitaient de prix élevés. Il était possible d'éviter les déficits budgétaires, ce qui permettait au moins de payer les salaires. Lorsque les liquidités restaient insuffisantes, certains gouvernements africains pouvaient utiliser leurs gains élevés à l'exportation comme garantie pour obtenir des prêts commerciaux auprès de banques londoniennes et new-yorkaises. Malheureusement, un pourcentage significatif des revenus à l'exportation et des emprunts fut dépensé pour des réalisations coûteuses et peu rentables plutôt que pour l'adduction d'eau, les routes et l'électrification dans les zones rurales où résidait la majorité de la population.

Entre 1975 et 1980, les prix des produits de base connurent une chute brutale sur les marchés mondiaux. Le prix des diodes en cuivre électrolytique exportées par la République démocratique du Congo, par exemple, baissa de 1,40 à 0,75 dollar la livre. Cela représenta une perte catastrophique de revenus sur des exportations de 400 000 tonnes de cuivre par an. Il en fut de même pour le caoutchouc naturel, l'huile de palme, le café et les arachides. La raison en fut un tassement de la demande des pays industrialisés après la montée initiale due à la reconstruction ayant suivi la 2^{de} guerre mondiale, combinée à l'augmentation des exportations des nouveaux producteurs d'Amérique latine et d'Asie du Sud-Est. Les gouvernements africains ayant négligé l'en-

retien des infrastructures et les nouveaux investissements dans ce secteur en faveur des subventions aux entreprises nationalisées, leurs exportations devinrent de moins en moins concurrentielles et ils finirent par perdre une substantielle part de marché au profit de pays tels que le Brésil, l'Indonésie, la Thaïlande et la Malaisie. La République du Togo, pour citer un autre exemple, fournissait autrefois 5 pourcent des aliments du bétail consommés dans l'Union Européenne grâce à ses exportations de manioc. Le Togo perdit la totalité de sa part du marché européen au profit de la Thaïlande dans les années 70 parce qu'il n'était plus compétitif.

La Banque mondiale à la rescousse

En 1980, la majorité des économies africaines étaient considérées par la Banque mondiale comme étant « en chute libre », accablées de dettes, incapables de payer les salaires des fonctionnaires et souffrant d'un déclin des infrastructures et des services essentiels. Entre 1980 et 1990, la majorité des pays africains s'engagèrent à appliquer des programmes rigoureux de réforme économique préparés par la Banque mondiale en échange d'un rééchelonnement de la dette et d'une aide au développement substantiels. Ils n'avaient pas le choix. La Banque mondiale leur accorda un répit considérable sur le chemin du redressement économique. En 1990, les pays africains qui avaient accepté les programmes de redressement de la Banque mondiale (qualifiés d'« ajustement structurel ») avaient touché le fond et avançaient régulièrement sur la voie du retour à la stabilité financière. Les taux de croissance de 2,5 à 3,5 pourcent étaient médiocres comparés à ceux de l'Asie du Sud-Est mais donnèrent l'espoir à quelques économies en triste état.⁶

Pour améliorer encore plus les perspectives de l'Afrique, la démocratie multipartite commença à fleurir sur tout le continent au début des années 90. Deux générations nouvelles d'Africains instruits qui n'avaient pas connu le colonialisme demandèrent la fin des emprisonnements politiques, de la censure

des médias, des monopoles gouvernementaux de l'information et, tout simplement, de la dictature. Elles désiraient des démocraties multipartites et commençaient à les obtenir.

Nous en sommes là aujourd'hui, deux décennies plus tard. Où va l'Afrique ? Eh bien, la réponse est que peu de progrès ont été accomplis en termes de réduction de la pauvreté. La part de l'Afrique dans le commerce internationale a baissé pendant cette période (1990-2009) de 3 à 1 pourcent. La croissance annuelle moyenne du PNB continue d'être comprise entre 2,5 et 5 pourcent. La plupart des pays africain étant partis de bas – le taux de croissance nécessaire pour arriver à un développement durable est de 10 à 20 pourcent – l'Afrique n'a pas encore produit un seul équivalent des « Tigres » asiatiques. Quels sont les problèmes et ont-ils des solutions ?

Les programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale, le FMI et les donateurs internationaux établirent un plancher macroéconomique pour la plupart des pays africains. La chute libre des années 70 fut renversée mais cela n'était que le début du processus d'atteinte d'un développement durable. Un effort encore plus grand fut nécessaire pour s'élever au-dessus de ce point mais il rencontra malheureusement de trop nombreux écueils, y compris des guerres civiles, la perte de part de marché dans le commerce international par suite d'un manque de compétitivité, la négligence avec laquelle continue d'être traitée l'agriculture alors qu'elle emploie la majorité de la population à un niveau de subsistance et les caprices des marchés mondiaux.

L'agriculture est la clé

Parmi les diverses raisons des progrès terriblement lents du développement africain, la négligence de l'agriculture est probablement la plus importante. Comme un chef d'état africain me l'a fait remarquer récemment, « en négligeant l'agriculture, nous avons tué la poule aux œufs d'or. »

Au moment de l'indépendance au début des années 60, le continent africain était un

exportateur très important de produits tropicaux et la plupart des pays africains étaient autosuffisants en matière de produits alimentaires. Malheureusement, hormis les notables exceptions de la Côte d'Ivoire, du Malawi et du Zimbabwe, la plupart des gouvernements africains donnèrent la plus haute priorité à la satisfaction des besoins des villes, qui constituaient les centres de l'activité politique. Cela eut pour résultat l'imposition des producteurs de richesses dans les zones rurales au profit des populations urbaines. Un corollaire de cette politique était le maintien de taux de change artificiellement élevés de façon à faire bénéficier les populations urbaines de produits importés bon marché. L'un des résultats fut une hausse artificielle des prix des exportations agricoles qui causa une perte de part de marché au profit de producteurs d'Amérique latine et d'Asie du Sud-Est offrant des prix plus bas. Il va sans dire que ces politiques ne firent rien pour inciter les agriculteurs à produire pour commercialiser et réduisirent considérablement les revenus à l'exportation. La réduction des possibilités offertes aux jeunes dans l'agriculture entraîna une migration accrue vers les villes, ce qui accrut la pression exercée sur les gouvernements pour qu'ils déshabillent Pierre (les agriculteurs) afin d'habiller Paul (les citoyens).⁷

Les programmes de stabilisation de la Banque mondiale éliminèrent les taux de change artificiels. La dévaluation de la devise CFA commune (Communauté Financière d'Afrique) dans 13 pays francophones en 1994 soulagea grandement les agriculteurs, en particulier dans les quelques pays où existaient des programmes actifs de soutien de l'agriculture, tels que la Côte d'Ivoire.⁸ Les gouvernements africains et la communauté internationale de donateurs ne réussirent toutefois pas à faire suivre ces premières mesures de programmes de modernisation agricole qui auraient pu tripler les rendements de grains, stabiliser les marchés intérieurs et accroître les exportations. Rien n'incitait les donateurs à venir en aide à l'agriculture africaine en raison du protectionnisme agricole qui régnait chez eux.

En termes de satisfaction des besoins alimentaires locaux, les agriculteurs africains réussirent assez bien à adapter la production agricole à l'expansion démographique mais ils s'essoufflèrent aux alentours de 1995, lorsque les importations de produits alimentaires commencèrent de s'accroître de façon significative. Les prix mondiaux des produits alimentaires connurent une augmentation spectaculaire entre 2006 et 2008, ce qui causa de grandes difficultés dans un certain nombre de pays africains importateurs qui durent rivaliser avec les populations chinoise et indienne, énormes et plus riches. Nous pouvons observer des signes d'une nouvelle attention prêtée à l'agriculture africaine, avec des allusions à des variétés de semences améliorées, à une plus grande disponibilité des engrais et à l'élaboration de programmes locaux d'irrigation. Mieux vaut tard que jamais.⁹

L'entrepreneur africain échappe au radar

Après la négligence de l'agriculture, l'obstacle le plus important au développement africain a été l'absence d'un environnement encourageant l'investissement privé. Les entrepreneurs africains sont réticents à investir. Si un homme ou femme d'affaires n'entretient pas des relations étroites avec les élites au pouvoir, il n'y a pas de règle de droit ; très peu de crédits bancaires sont disponibles ; les obstacles à la création d'une entreprise sont nombreux ; la corruption endémique est extrêmement suffocante. Pour quiconque a de l'argent, le laisser hors d'Afrique est considéré comme étant plus sûr. En fin de compte, l'entrepreneur africain qui n'entretient pas de relations étroites avec les détenteurs du pouvoir et ne peut se voir accorder des privilèges spéciaux ne jouit pas de préjugés favorables auprès de la classe dirigeante. En Asie du Sud-Est, l'entrepreneur est considéré comme un partenaire dans le développement. En Afrique, l'entrepreneur indépendant représente souvent une menace pour le pouvoir.¹⁰

Pour ne rien arranger, le manque d'investissement dans l'entretien et la modernisation

des infrastructures au fil des ans a accru considérablement le coût des activités industrielles et commerciales pour les investisseurs aussi bien locaux qu'étrangers. L'électricité est chère et sa distribution peu fiable. Les opérations portuaires sont lentes et peu rentables. Il est fréquent que les employés n'aient pas les connaissances requises, ne sachant par exemple pas lire, écrire ni compter. Les routes venant des ports et des pays voisins ont grand besoin de réparations, ce qui rend le transport très coûteux et lent. Toutes choses égales d'ailleurs, l'Afrique n'est toujours pas compétitive pour les investisseurs qui en veulent pour leur argent.

Un grand nombre de pays africains ont payé un lourd tribut aux guerres civiles. Celles qui font rage en Somalie, au Soudan, au Tchad et en Ethiopie continuent d'entraver le développement, ainsi que de créer des courants de réfugiés et d'armements illégaux. Les pays sortant d'un conflit ont un chemin ardu à franchir pour réparer les infrastructures détruites, rapatrier les réfugiés et rétablir les services de base. Un certain nombre d'états africains sont gouvernés par une minorité et, pour cette raison, une guerre civile est prête à éclater à tout moment. Lorsqu'une ethnie minoritaire monopolise le pouvoir, il en résulte une absence de capital social et une désaffection à l'égard du gouvernement parmi les ethnies qui sont exclues. Une telle situation est potentiellement explosive. Un certain nombre de pays africains continuent d'être gouvernés par des minorités ethniques qui exercent avec une poigne de fer un pouvoir coercitif qu'elles n'ont aucune intention de partager.

La malédiction des ressources naturelles reste bien vivante

Il y a aussi la malédiction des ressources naturelles. Les pays bordant la côte occidentale de l'Afrique, connue sous le nom de golfe de Guinée, sont devenus des producteurs plus ou moins importants d'hydrocarbures. L'argent facile produit par les contrats de partage de production signés par les gouvernements

et les compagnies pétrolières a conduit à un déclin de toutes les autres activités économiques. **Pourquoi faire un effort dans le domaine des infrastructures, de l'agriculture ou de l'industrie manufacturière lorsqu'un gros chèque arrive chaque mois de Houston, Paris, Rome ou Londres ?** La malédiction des ressources naturelles a frappé particulièrement fort le Nigeria, le Gabon, le Cameroun, l'Angola et les deux républiques du Congo. Peut-être le seul pays africain qui a utilisé judicieusement une ressource naturelle abondante est le Botswana, le plus grand producteur mondial de diamants de haute qualité.¹¹

Les quatre grands de la misère

Il y a une raison particulière pour laquelle les perspectives pour l'Afrique dans son ensemble restent décourageantes. La cause de ce pessimisme est liée aux résultats lamentables obtenus par les quatre états les plus peuplés, les plus étendus et les plus chanceux quant à l'abondance de leurs ressources naturelles : Nigeria, République démocratique du Congo, Angola et Soudan. Ces quatre pays sont en proie à une guerre civile, une corruption débilante et un dysfonctionnement du gouvernement.

Le Nigeria, dont la population est d'au moins 120 million d'habitants, souffre d'obstructions causées par de puissants intérêts particuliers. L'intérêt dans l'importation de produits pétroliers raffinés empêche la réparation de quatre raffineries de pétrole nationalisées. De nouvelles centrales électriques privées ne peuvent recevoir leur part assignée de gaz naturel parce que des intérêts particuliers tirent profit des importations de groupes électrogènes diesel destinés aux résidences et aux entreprises. Un lien a été établi entre le vol de pétrole brut dans les oléoducs des compagnies pétrolières et des politiciens de haut rang qui en retirent des profits personnels et financent leurs appareils politiques grâce à ces actions criminelles. Lorsque la démocratie réapparut au Nigeria en 1999 après deux décennies de régime militaire, la production d'électricité était de 6000 mégawatts. Au-

jourd'hui, dix ans plus tard, elle est inférieure à 3000 mégawatts. Les perspectives globalement négatives semblent être irréversibles au Nigeria. Il en est de même pour l'Angola, la République démocratique du Congo et le Soudan. Ces pays sont ceux qui devraient être les locomotives du développement pour l'ensemble de l'Afrique. Ils restent malheureusement des forces économiques négatives.

Espoirs africains et acteurs potentiels sur la scène mondiale

Si nous passons du général au particulier, il existe des pays individuels ou groupes de pays africains qui se présentent comme pouvant être capable d'arriver à un développement durable. Leurs gouvernements font des efforts. Quelques gouvernements africains peuvent en outre exercer une certaine influence sur la scène internationale.

En Afrique australe, l'Afrique du Sud sait comment produire des richesses et s'efforce d'en faire profiter la population. Dans les économies étroitement liées à l'économie sud-africaine que sont celles du Botswana, de la Namibie et du sud du Mozambique, des politiques intelligentes encouragent l'activité du secteur privé.

En Afrique de l'Est, les pays de plus en plus intégrés que sont le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda présentent des signes de percée en termes de développement. La gouvernance est généralement bonne, sinon brillante, et l'esprit d'entreprise devient politiquement acceptable.

En Afrique occidentale, la République du Ghana est devenue un modèle pour les transitions vers la démocratie, la règle de droit et la réceptivité aux activités industrielles et commerciales.¹² Il n'est pas surprenant que le président Obama ait choisi de ne visiter que le Ghana lors de sa première visite sur le continent africain en juillet 2009.

Dans le secteur des opérations internationales de maintien de la paix et de la résolution diplomatique des conflits, certains pays africains commencent à se faire remarquer. Le Nigeria, l'Angola et le Sénégal ont des armées de métier aguerries qui jouent le premier rôle

dans les activités de stabilisation menées dans les zones de conflit. Le Nigeria, dont la population est la plus nombreuse et les revenus pétroliers sont les plus élevés du continent africain, est reconnu comme un médiateur diplomatique clé dans des pays en proie aux conflits tels que le Soudan, le Tchad et la République centrafricaine, en dépit de la gravité de ses propres problèmes intérieurs.

L'Afrique du Sud participe en tant que membre à part entière aux réunions des puissances économiques du G-20, ce qui témoigne de son influence croissante dans les domaines des échanges commerciaux et des investissements. Au sein de l'Organisation mondiale du commerce, les Africains négocient avec une sophistication croissante, demandant que soit mis fin aux subventions à l'agriculture qui rendent la production agricole africaine moins compétitive.

Aux Nations Unies, l'Afrique conserve trois sièges par rotation au Conseil de sécurité. Les votes des trois Africains sont décidés par consensus au sein du groupe africain complet à l'ONU à New York. Les Africains ont apporté de façon répétée la preuve de leur capacité de faire pencher la balance vers les membres occidentaux ou vers la Chine et la Russie.

Il est clair que, en dépit de la faiblesse des états individuels, l'Afrique ne peut être collectivement traitée comme si elle n'existait pas sur la scène mondiale. L'Afrique commence à se tailler sa propre identité.

Un nouveau paradigme est nécessaire

Que faire ? Que peut faire la communauté internationale de donateurs pour faire la différence en Afrique ? Un nouveau paradigme est-il nécessaire ?

La communauté internationale de donateurs, ce qui est tout à son honneur, s'est montrée très novatrice en Afrique. Après une décennie de discussions passionnées, les donateurs acceptèrent aux environs de 1995 d'annuler ou de réduire la dette due aux institutions financières internationales (Banque mondiale, Fonds monétaire international et

banques régionales de développement) par les pays les plus pauvres et les plus endettés, dont la plupart sont africains. Le gouvernement américain, sous la présidence de George Bush (41), se montra particulièrement créatif à l'égard de l'Afrique. Il persuada les autres donateurs de se tourner vers les dons plutôt que les prêts de la Banque mondiale. Il établit la *Millennium Challenge Corporation*, qui sélectionne les pays africains offrant le meilleur potentiel de croissance et met à leur disposition des fonds substantiels pour mettre en application leurs propres plans de développement. Elle obtint des dotations importantes du Congrès pour lancer un vaste programme en Afrique visant à combattre le VIH, le paludisme et la tuberculose. Elle élargit l'entrée hors taxes pour les produits africains sans exiger de réciprocité dans le cadre d'un programme autorisé lors de la dernière année du gouvernement Clinton.

La question qui se pose aux partenaires donateurs est : « Que pouvons-nous faire maintenant pour aider les Africains à prendre les décisions qui permettront des percées dans le domaine de la croissance économique ? » Y a-t-il un nouveau paradigme ?¹³

Quels sont les éléments essentiels ?

L'agriculture doit faire son retour. Seuls 15 pourcent des terres de l'Afrique sont arables mais 15 pourcent seulement des terres arables sont en fait consacrés à l'agriculture moderne. Quand nous parlons de 15 pourcent des terres de l'Afrique, nous parlons d'une superficie qui équivaut à 45 pourcent des États-Unis sur un continent peuplé de moins d'un milliard d'habitants. On ne peut par conséquent pas accepter que l'Afrique ne puisse pas s'autoalimenter et doit perdre une partie de ses avoirs limités en devises étrangères pour importer des produits alimentaires du monde entier. Un autre élément clé de la modernisation de l'agriculture en Afrique est la réforme agraire. On s'attend en outre à ce que la Chine et l'Inde augmentent grandement leur consommation de protéines et de céréales au fur et à mesure de la croissance de leurs classes

moyennes. Cela a déjà provoqué une montée des prix des denrées alimentaires sur le marché mondial, ce qui exige impérativement que l'Afrique devienne autosuffisante. Le revers de la médaille est naturellement le fait que l'Afrique peut gagner de l'argent comme exportateur de produits alimentaires, comme elle l'était avant la vague d'accès à l'indépendance.¹⁴

Le **secteur privé** doit être le premier à stimuler la croissance économique et le plus important sous-ensemble de ce secteur est le secteur privé africain. Les investisseurs étrangers sont toujours les bienvenus mais ils ne créent pas nécessairement des emplois. L'entrepreneur africain, si on lui permet d'investir en sécurité, sera le moteur de l'économie.¹⁵

La clé d'un renouveau de l'agriculture et de l'ascension du secteur privé est représentée par les **infrastructures** et leur effet multiplicateur. Dans les zones rurales, des infrastructures sont nécessaires pour fournir l'eau destinée à l'irrigation, les routes desservant les marchés et les communications en temps réel dont a besoin l'agriculteur moderne. Pour l'entrepreneur, des infrastructures sont nécessaires pour assurer un approvisionnement fiable en électricité et en eau, des services portuaires efficaces et de bonnes communications routières et ferroviaires. Tant que l'agriculture, le secteur privé et les infrastructures connexes ne deviendront pas des priorités en Afrique, l'ascension de « tigres » économiques africains continuera d'être fugace.

Qu'en est-il de la communauté internationale de donateurs ? Ont-ils besoin d'un nouveau paradigme pour l'Afrique ? Je pense que oui. En instituant son *Millennium Challenge Account*, le gouvernement Bush adopta une politique de sélectivité : identifier les pays qui ont fait preuve d'une capacité de croissance rapide et leur donner un avantage financier significatif au départ. Il s'agit de pays qui ont fait des progrès en mettant en application diverses réformes et ont satisfait un ensemble de critères aux dires d'observateurs indépendants. On a essentiellement laissé l'idée selon laquelle tous les pays en voie de développement devraient recevoir une aide quelque soit le degré de réforme politique mis à exécution tomber en désuétude.

La fin de la dépendance

L'étape logique suivante consisterait, à mon avis, à annoncer que l'aide au développement serait éliminée progressivement au cours d'une période relativement raisonnable, de 15 ans par exemple. La plupart des pays africains recevant actuellement une aide de l'étranger la font figurer dans leur budget annuel. Les pays africains recevant une aide manifestent une dépendance qui tend à émousser d'autres efforts nécessaires pour encourager une croissance rapide. L'aide de l'étranger aux pays africains les plus pauvres est comme les ressources pétrolières maudites des pays producteurs de pétrole du Golfe de Guinée.

Au cours de ces 15 années, l'aide de l'étranger devrait mettre l'accent sur l'autosuffisance en produits alimentaires et les exportations

agricoles, un environnement favorisant l'épanouissement du secteur privé africain et des infrastructures ciblées conçues pour rendre les pays africains compétitifs sur le marché international. Le compte à rebours de la fin de l'aide de l'étranger servira d'incitation à un effort bien supérieur de la part des Africains eux-mêmes. L'aide humanitaire par des donateurs resterait en place indéfiniment pour les pays africains qui sont au bord de la faillite.

Certains qualifieraient ce nouveau paradigme d'« amour vache ». C'est exactement le terme qui convient. Le président Barack Obama, un fils de l'Afrique, a lancé cette politique aux États-Unis. Il parle franchement de la corruption sans crainte de s'aliéner les Africains auxquels il s'adresse. Il insiste également sur la sécurité alimentaire et le développement des infrastructures.¹⁶ □

Notes

1. UN News Centre (9 Juin 2005), « *Sub-Sahara Africa Lags Rest of World on Track to Meet Poverty Goals* », <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=14550&Cr=millennium&Cr1=development>. Voir également United Nations Development Programme, UNDP Poverty Report (2000), *Overcoming Human Poverty*, New York: UNDP.

2. L'élection présidentielle de mai 2009 en Afrique du Sud fut jugée libre et honnête sur la base des conclusions unanimes de tous les observateurs internationaux.

3. Collier, Paul et Gunning, Jan (mars 1999) « Explaining African Economic Performance », *Journal of Economic Literature* 37, no. 1, pp 64-111.

4. Etunga-Manguelle, Daniel (2000), « Does Africa need a cultural adjustment program? » in *Culture Matters: How Values Shape Human Progress*, Harrison, Lawrence E. et Huntington, Samuel P., ed., New York: Basic Books, pp 65-77.

5. Le Vine, Victor T. (2004), « *Politics in Francophone Africa* », Boulder, CO: Lynne Rienner Publishers. Voir chapitre 7, « *Experiments in Power 1958-2003* ».

6. Zoellick, Robert B. (2 avril 2008), président du groupe de la Banque mondiale, « *A challenge of Economic Statecraft* ». Discours prononcé au Center for Global Development, Washington DC.

7. Hugon, Philippe (mars 2009), « Hunger riots and the food crisis in Africa », *Passages*, pp 74-78.

8. Communauté Financière d'Afrique : Le CFA est une devise commune indexée sur l'euro et dont la convertibilité

est garantie par le ministère français de l'Économie et des Finances.

9. Sachs, Jeffrey D. (8 mai 2008), « Top Economist Calls for Massive Increase in Aid for Agriculture in Africa », *International Herald Tribune*. Voir également Gavin, Michelle D. (2009), « Africa's Looming Mega Challenges » in *U.S. Africa Policy beyond the Bush Years : Critical Challenge for the Obama Administration*. Cooke, Jennifer G. et Morrison, J. Stephen, ed., Washington, DC: Center for Strategic and International Studies, pp 181-201.

10. Hubbard, R. Glen et Duggan, William (été 2008), « Forgotten Lessons of the Marshall Plan: To combat poverty » in Africa, government should redirect aid to foster local business. *Strategy+Business*, no. 51. <http://www.strategy-business.com/article/08203?gko=7a7ab>

11. Faris, Stephan (31 juillet 2007), « Fools Gold », *Foreign Policy*, 31. http://www.foreignpolicy.com/articles/2007/07/30/fools_gold

12. « African economies: Lion cubs? An Up-Beat Assessment of Africa » (19 avril 2008), *Economist.com*, p 131. <http://www.docstoc.com/docs/2085362/TheEconomist20080419>

13. Dambisa, Moyo (2009), « *Dead Aid : Why Aid Is Not Working and How There Is a Better Way for Africa* », New York: Farrar, Strauss and Giroux. Voir Chapitre 5 : « *Radical Rethink of the Dependency Model* ».

14. Communiqué de presse du CCA (4 mars 2009), « *African Farmland: Investing for the Long-Term* », Corporate Council on Africa (CCA) Business Report 2009, Volume 6, n° 2.

15. Corporate Council on Africa (CCA), « *CCA sends private sector's policy recommendations for Africa to the Obama Administration* ». <http://emailwire.com/release/20197->

[The-Corporate-Council-on-Africa-Sends-Private-Sectors-Policy-Recommendations-for-Africa-to-the-Obama-Administration.html](http://www.cca-council.com/press-releases/2009/03/04/cca-sends-private-sectors-policy-recommendations-for-africa-to-the-obama-administration.html)

16. Collier, Paul (21 septembre 2008), « *A Measure of Hope* » *New York Times*. <http://www.nytimes.com/2008/09/22/opinion/22collier.html>.

Visitez notre site web

http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj_f/Index_F.asp